



CADASTRE

Qu'en sait-on ?

Voilà maintenant 2 ans que notre gouvernement, par le biais de la députée Valéria Faure-Muntian, étudie la possibilité de transférer la topographie de la DGFIP vers l'IGN.

Un certain nombre d'études ont été commandées, sur incitation de la Cour des Comptes, à l'IGF, au CGEDD, etc...

La CGT a participé à nombre de réunions présentant les diverses étapes de leurs réflexions, sans pour autant connaître à ce stade les effets qu'elles produisent. Vous le savez, nous avons argumenté et défendu le fait que le plan doit rester à la DGFIP.

En effet, la mission cadastrale est un tout : publicité foncière, Fiscalité Directe Locale, topo, tout est interconnecté.



De multiples adhérences seraient à repenser entièrement en cas de transfert, et nous savons que l'IGN n'a pas les capacités à les récupérer. Les diverses rencontres que la CGT FiP a pu avoir avec ses homologues de l'Institut précisent aussi que les personnels de l'établissement ne sont en aucun cas « preneurs » de la mission cadastrale. Pour autant, notre crainte est réelle, car les directeurs, quant à eux, sont favorables à ce transfert.

Après le rapport de la Cour des Comptes publié en 2018, les derniers échos qui nous sont parvenus (rapport de l'IGF/CGEDD notamment) sont très inquiétants : leur « étude » stipulerait qu'un transfert du pôle cadastre du SDNC et des BNIC, ainsi que des remaniements et les levers du bâti, seraient tout à fait envisageables.

Quant à la RPCU, qui a fait couler tant d'encre, et qui a déjà coûté tant d'argent, elle pourrait être purement et simplement abandonnée !

Enfin, la suppression à terme des géomètres en découlerait naturellement grâce à une pyramide des âges dans le corps particulièrement favorable. Les « survivants » seraient alors réorientés vers des missions fiscales.

La CGT observe avec une lucidité et un sang-froid indispensables dans la période les signes qu'envoie la DGFIP sur les missions, dans un contexte de fortes tensions induit par la géographie revisitée. La DG vient d'annuler coup sur coup deux groupes de travail « cadastre ».

Le silence de la DGFIP est tout à fait insupportable. Ainsi, à un moment où la DG a le devoir de parler aux collègues (et pas seulement de « communiquer »), elle s'enferme dans un mutisme qui laisse libre cours à toutes les spéculations, à toutes les rumeurs.

Les acteurs du plan cadastral sont légitimement inquiets.

Au regard des dernières informations et rumeurs, il est difficile de rester sereins !

Cette incertitude génère de la souffrance au travail, première cause de risques psycho-sociaux. De nombreux collègues ont d'ailleurs alerté leur médecin de prévention, les services sociaux, pour leur faire part de leur mal-être et de la détérioration de leurs conditions de travail.

Dans un contexte de fonctionnaire-bashing systématiquement entretenu en Macronnie, les agents sont psychologiquement ébranlés, sans soutien d'aucune sorte de la part de leur hiérarchie.

Dans ces conditions, il est indispensable d'affirmer notre opposition à une réforme du Cadastre conduisant à un abandon de mission de Service Public

TOUS ET TOUTES EN GREVE LE 16 SEPTEMBRE



SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES : Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex
www.financespubliques.cgt.fr ✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfip.finances.gouv.fr ✉ dgfip@cgt.fr ☎ : 01.55.82.80.80 -
☎ : 01.48.70.71.63 📧 : @cgt.finpub (Syndicat National cgt finances publiques) 📧 : @cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)

